

L'INPI a détecté des données personnelles dans ce document.
Un masquage de ces données a été réalisé

SNC 52 ROGUET
Société en Nom Collectif au capital de 100 €
Siège social : 30 rue Cambacères - 75008 PARIS
RCS PARIS 878 104 520

STATUTS

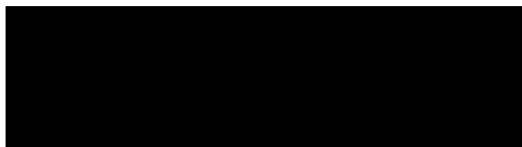
Mis à jour le 31 juillet 2025

Modification de l'article 5 des statuts suite au transfert du siège social

Bon pour copie certifiée conforme

La gérance

Monsieur Romain BONNEAU



ARTICLE 4 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années entières et consécutives qui commenceront à courir à date de son immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 5 - Siège social

Le siège social est fixé à : *30 rue Cambacérès - 75008 PARIS*

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, sous réserve d'une ratification par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des associés, et en tout autre lieu, par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 6 - Apports

Les soussignés apportent à la société :

- | | |
|------------------|------|
| - Romain BONNEAU | 95 € |
| - GROUPE BONNEAU | 5 € |

Chacun des associés a versé dans la caisse sociale la somme totale correspondant au montant de ses apports.

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 100 euros divisés en cent parts sociales de UN euro chacune, numérotées de 1 à 100, attribuées aux associés en représentation de leurs apports respectifs, savoir :

Romain BONNEAU	:	95 parts
numérotées de 1 à 95		
GROUPE BONNEAU	:	5 parts
numérotées de 96 à 100		

ARTICLE 8 – Augmentation et réduction du capital

1.- Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois sur décision extraordinaire des associés soit au moyen de la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces, soit au moyen de l'élévation du montant nominal des parts anciennes dans les conditions prévues par la loi.

Les tiers étrangers à la société qui souscriraient des parts sociales lors d'une augmentation de capital, devront être agréés en qualité de nouveaux associés par décision unanime des associés.

2.- Le capital peut être réduit en vertu d'une décision extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 9 - Parts sociales – Représentation – Indivisibilité des parts

1.- Les parts sociales ne sont pas négociables. Leur propriété résulte seulement des statuts de la société, des actes qui les modifient, des cessions et des mutations ultérieures, le tout régulièrement consenti, constaté et publié.

2.- Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis de parts doivent désigner l'un d'eux pour les représenter auprès de la société. En cas de désaccord le mandataire est désigné par voie de justice à la demande du plus diligent des indivisaires.

En cas de démembrement de la propriété des parts sociales, le droit de vote appartient à l'usufruitier lors des décisions collectives relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats. Pour toutes autres décisions collectives le droit de vote appartient au nu-propriétaire.

ARTICLE 10 – Droits et obligations des associés

Chaque part sociale donne droit à une même fraction des bénéfices, des réserves et de l'actif social, proportionnellement au nombre de parts existantes. Les pertes sont réparties de la même façon.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe.

La propriété de toute part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives d'associés ainsi qu'aux décisions de la gérance.

À l'égard des tiers, les associés sont indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales. Le créancier ne peut toutefois poursuivre un associé, à défaut de paiement ou de constitution de garanties par la société, que huit jours au moins après mise en demeure de celle-ci. Ce délai peut être prolongé par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé.

Entre associés les pertes sont supportées par chacun d'eux dans les mêmes proportions que leurs parts dans le capital social.

ARTICLE 11 – Cession et transmission des parts sociales

I - Cession entre vifs

Toute cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

La cession n'est opposable à la société qu'après lui avoir été signifiée ou avoir été acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise d'un récépissé par le gérant.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés; lorsque la cession entraîne retrait d'un associé ou entrée d'un nouvel associé, des formalités supplémentaires d'insertions doivent être faites.

Les parts sociales ne peuvent être cédées, même entre associés, qu'avec le consentement de tous les associés.

À cet effet, l'associé qui projette de céder tout ou partie de ses parts, notifie son projet à la gérance, par lettre recommandée avec accusé de réception. La notification contient l'indication complète du ou des cessionnaires proposés, le nombre de parts ainsi que le prix de cession envisagé. En cas de pluralité de cessionnaires proposés, le cédant précise s'il entend ou non que l'agrément ou le refus d'agrément s'applique indivisément à l'ensemble des cessionnaires. Par son silence il est réputé avoir opté pour l'indivisibilité. La gérance, dans le mois de la réception de la notification, convoque l'assemblée générale des associés afin qu'elle délibère sur la cession envisagée et la modification corrélative des

RS

statuts ou consulte par écrit les associés sur ladite cession. Le cas échéant elle notifie le résultat de la consultation à tous les associés par lettre recommandée dans les huit jours de son intervention.

Si la cession n'est pas agréée, l'associé cédant reste propriétaire des parts sociales qui devaient faire l'objet de la cession.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans le mois à compter de la notification de l'agrément; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit, à nouveau, être soumis à l'agrément des associés.

II. – Transmission par décès

1 - La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé. Elle continue d'exister entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et, éventuellement son conjoint survivant sous réserve de l'agrément de l'ensemble desdits héritiers, ayants droits et conjoint par l'unanimité des associés.

2 - Dissolution d'une communauté de biens entre époux.

En cas de dissolution d'une communauté de biens entre époux, l'attribution des parts sociales communes au conjoint ou à l'ex-conjoint non associé doit être agréée à l'unanimité des associés. Le cas échéant, celui des conjoints qui possédait déjà la qualité d'associé ne participe pas au vote.

3 - Dissolution d'une personne morale d'une associée.

La dissolution d'une personne morale associée, pour quelque cause que ce soit, est assimilée au décès d'un associé personne physique.

ARTICLE 12 - Incapacité, interdiction Liquidation judiciaire d'un associé

Le redressement ou la liquidation judiciaires, l'interdiction d'exercer une profession commerciale ou l'incapacité frappant un associé ne mettent pas fin à la société.

Les parts de cet associé sont de plein droit annulées et la valeur des droits sociaux à rembourser à l'associé exclu est fixée à l'amiable ou à dire d'expert, dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 - Compte-courant d'associés

Chaque associé pourra, avec le consentement de la gérance verser dans la caisse sociale des fonds en compte courant.

Les conditions de rémunération et de retrait de ces avances sont déterminées d'accord entre les associés prêteurs et la gérance.

ARTICLE 14. – Nomination des gérants

La société est gérée par un ou plusieurs gérants associés ou non, nommés par décision collective prise à l'unanimité des associés.

Leurs fonctions ont une durée non limitée.

ARTICLE 15 - Pouvoirs des gérants, Rémunération

1. Dans les rapports avec les tiers, la gérance, agissant au nom de la société, a pouvoir de passer seule tous les actes entrant dans l'objet social.

PS

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 1, 1801. It is a very important document, as it is the first time that the President has addressed the Congress since the establishment of the new government. The letter discusses the state of the Union and the progress of the new government.

2. The second part of the document is a report from the Secretary of the Treasury, dated January 1, 1801. It discusses the state of the Treasury and the progress of the new government. The report is very important, as it provides a detailed account of the financial state of the new government.

3. The third part of the document is a report from the Secretary of the Navy, dated January 1, 1801. It discusses the state of the Navy and the progress of the new government. The report is very important, as it provides a detailed account of the naval state of the new government.

4. The fourth part of the document is a report from the Secretary of the War, dated January 1, 1801. It discusses the state of the War and the progress of the new government. The report is very important, as it provides a detailed account of the military state of the new government.



Si un associé, dans les huit jours de l'envoi de la consultation, fait connaître à la société, dans les mêmes formes, sa décision de voir les résolutions inscrites à l'ordre du jour soumises à une assemblée générale, la procédure de consultation écrite est arrêtée. La gérance doit alors convoquer sans délai l'assemblée générale dans les formes et délais prévus à l'article 18.

Article 20 – Décisions collectives ordinaires

Ce sont toutes celles qui n'entrent pas dans le champ d'application des décisions extraordinaires, notamment celles relatives à l'approbation des comptes annuels, à la fixation des dividendes à distribuer, à la nomination des commissaires aux comptes, ce sont celles également qui donnent toutes autorisations à la gérance pour la réalisation de toutes opérations qui ne sont pas de la compétence de cette dernière, ni du ressort des décisions extraordinaires.

Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 21 – Décisions collectives extraordinaires

Ce sont celles qui comportent ou entraînent directement ou indirectement modification des statuts notamment celles qui modifient la forme sociale, le capital social, la durée, celles relatives à la dissolution anticipée, à la prorogation, celles qui portent sur l'agrément des cessions de parts sociales de capital ou la création, l'annulation de parts d'industrie, celles relatives à la nomination et la révocation des gérants, à la nomination des gérants non associés et à la fixation de leur rémunération, celles qui se prononcent sur toute opération de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif dans laquelle la société serait partie prenante, soit comme apporteur, soit comme bénéficiaire des apports.

Les décisions extraordinaires sont prises à l'unanimité des associés.

Article 22 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

Le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 23 - Comptes sociaux

À la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le compte de résultat, le bilan, l'état des cautionnements, avals et garanties, l'état des sûretés consenties, puis l'annexe visée à l'article 8 du Code de Commerce.

La gérance établit également un rapport de gestion sur la situation de la société pendant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de cet exercice et la date de son établissement, ainsi que ses activités en matière de recherche et de développement.

Les documents ci-dessus sont soumis à l'approbation de l'assemblée des associés réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice écoulé.

Par ailleurs, si la société vient à répondre à l'un des critères définis par décret et tirés du nombre de salariés et du chiffre d'affaires, les gérants sont tenus d'établir les documents prévisionnels et rapport d'analyse dans les conditions et selon la périodicité prévues par la Loi et le Décret.

RR

2. The second part of the document addresses the challenges associated with data management and analysis. It highlights the need for robust systems and processes to handle large volumes of information efficiently. The text also discusses the importance of data security and privacy, ensuring that sensitive information is protected from unauthorized access and misuse.

3. The third part of the document focuses on the application of data analysis techniques to identify trends and patterns. It describes various statistical methods and tools used to process and interpret data, providing insights into the underlying factors influencing the observed outcomes. The text also discusses the importance of validating the results of the analysis to ensure their reliability and accuracy.

4. The fourth part of the document discusses the implications of the findings for decision-making and policy formulation. It emphasizes that the insights gained from the analysis should be used to inform strategic planning and resource allocation. The text also discusses the need for ongoing monitoring and evaluation to assess the effectiveness of the implemented measures and make necessary adjustments. Finally, the document concludes by highlighting the importance of collaboration and communication among all stakeholders involved in the process.

